

# DISSUASION NUCLÉAIRE : OBSTACLE OU LEVIER POUR UNE PAIX DURABLE ?

Le 29 septembre 2023, 14h-15h30, Auditorium



Jean-Marie Collin, Héroïse Fayet, Xavier Chemisseur et Nicole Gnesotto

## La sécurité par la menace d'anéantissement

« Depuis la fin de la Guerre froide, la doctrine de la dissuasion nucléaire est mise en avant pour expliquer l'équilibre de l'ordre mondial », initie Xavier Chemisseur, journaliste et modérateur de ce débat. Alors que l'on commençait à imaginer un monde sans armes nucléaires depuis trente ans, l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 a imposé cette question cruciale : la dissuasion nucléaire est-elle toujours un outil efficace pour assurer notre sécurité collective ?

MODÉRATEUR :

**Xavier Chemisseur**, Rédacteur en chef France 24

INTERVENANTS :

**Jean-Marie Collin**, directeur pour la France de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN France)

**Héroïse Fayet**, chercheuse à l'Ifri (Institut français des relations internationales) et coordinatrice du programme de recherche Dissuasion et prolifération

**Nicole Gnesotto**, Vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

Nicole Gnesotto commence en redessinant les grandes lignes de la lutte contre la prolifération nucléaire suite à la chute de l'URSS. En effet, avec « un arsenal soviétique réparti dans plusieurs républiques socialistes soviétiques, Washington a dû négocier un accord avec Moscou afin que la Russie en soit la seule héritière et le rapatrie ». Voulant à tout prix éviter une prolifération, les Américains ont aussi mis en place « un programme financier d'accueil de savants soviétiques pour éviter que les cerveaux nucléaires ne se vendent aux plus offrants comme l'Iran ou la Corée du Nord ». L'historienne explique aussi que « la disparition de l'URSS a abouti à une déprogrammation des arsenaux des deux côtés ». La guerre en Ukraine, « via les déclarations bellicistes des dirigeants russes qui menaçaient de faire usage d'armes nucléaires tactiques », a remis à la une des journaux cette question oubliée. Avec la réponse des présidents Biden et Macron, indiquant « qu'ils ne se laisseraient pas faire et qu'ils défendraient chaque centi-

mètre carré des territoires de l'Otan », plus aucune menace publique n'a été entendue. Nicole Gnesotto affirme cependant que « si l'on ne peut pas dire qu'il n'y a plus de risques, on peut continuer de s'appuyer sur le raisonnement stratégique de la rationalité », lequel suppose que Vladimir Poutine « n'attaquera pas car l'arme nucléaire dissuade de tout combat, le coût d'une attaque est toujours plus grand que le résultat d'une éventuelle victoire ». Elle conclut en rappelant une anecdote du Général de Gaulle au début des années 1960 lors de l'élaboration de cette politique de dissuasion, lorsque l'ambassadeur soviétique l'avait averti qu'une « attaque française conduirait à la destruction de Paris », ce à quoi il avait répondu : « alors nous mourrons ensemble, car j'aurai d'abord détruit Moscou ».



Héroïse Fayet

**« Si l'on ne peut pas dire qu'il n'y a plus de risques, on peut continuer de s'appuyer sur le raisonnement stratégique de la rationalité ».**

Nicole Gnesotto

Héroïse Fayet rappelle que seulement neuf pays détiennent l'arme atomique aujourd'hui, divisés en deux catégories. Dans la première se trouvent les cinq pays qui l'avaient testée avant la signature du traité de non-prolifération (TNP) en 1968, qui ne sont autres que les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU (États-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni, France). L'autre catégorie inclut donc des pays n'ayant pas signé ce traité : l'Inde et le Pakistan, ayant effectué des essais en 1998, Israël, bien qu'il ne le reconnaisse pas officiellement, et la Corée du Nord. Mais pour comprendre le contexte actuel, il est « important de savoir que dans les années 1970, une trentaine de

pays menaient des programmes nucléaires » rappelle-t-elle, avant d'expliquer que l'on « a fait en sorte que le coût de développement reste largement supérieur aux bénéfices qu'un État puisse en tirer ». Aujourd'hui, « le principal candidat reste l'Iran, bien que les États-Unis considèrent qu'il n'y a pas eu de signe de militarisation depuis 2003 » mais le débat public sur l'arme nucléaire a notamment « été relancé en Corée du Sud et au Japon ».

À l'opposé des deux expertes, le directeur de l'Ican insiste sur la définition du terme de dissuasion nucléaire, ne garantissant pas un équilibre mais « constituant une menace permanente d'utilisation d'armes de destruction massive contre des populations civiles ». Cette dissuasion, explique Jean-Marie Collin, c'est « l'acceptation qu'un président aille à l'encontre du droit international humanitaire » mais aussi « que l'on maintienne un budget important pour ce secteur sans débat démocratique ». « Considérer la dissuasion nucléaire comme un levier pour la paix, c'est accepter de menacer, d'être menacé et de proliférer », termine-t-il.

Nicole Gnesotto reconnaît là un paradoxe important : « la faille de la dissuasion nu-





Nicole Gnesotto

claire est son amoralité puisque c'est une sécurité collective fondée sur la menace d'anéantissement de l'humanité ». De plus, avec l'arme atomique, « est entériné un ordre mondial injuste qui accepte ces droits inégaux entre les pays ». Mais si l'abolition doit advenir, il faut avoir à l'esprit que « la dissuasion conventionnelle n'a jamais existé dans l'Histoire » avertit-elle, « que la dissuasion nucléaire

**« On n'enlèvera jamais l'arsenal nucléaire russe de l'extérieur et il est impensable de forcer la Russie à le détruire elle-même »**

Nicole Gnesotto

est une menace tellement absurde et réelle qu'elle annihile tout désir de commencer la guerre ». C'est dans ce cadre que « le passage à l'acte de Poutine était une surprise pour tout le monde ». Ce dernier met en œuvre « une doctrine de sanctuarisation agressive, qui consiste à utiliser le statut de puissance nucléaire de la Russie pour se prémunir de représailles occidentales ». Une « stratégie qui marche » selon elle.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

En profond désaccord, Jean-Marie Collin insiste sur la nature incertaine de cette doctrine, qui n'est qu'un « pari sur la rationalité de l'adversaire, une rationalité que l'on peut questionner dans le cas de Poutine, de la famille Kim ou même de Trump ». Si aujourd'hui « la majorité des États ne veulent pas de l'arme atomique, c'est parce qu'ils savent que c'est un mauvais système de défense », explique-t-il. De plus, l'exemple du colonel Stanislav Petrov en 1983 montre la faillibilité de cette doctrine face aux erreurs ou aux accidents. Lorsque l'officier soviétique, l'une des années « les plus chaudes de la Guerre froide », détecte des missiles américains dirigés vers l'URSS, il prévient sa hiérarchie qu'il ne croit pas ses machines et évite une apocalypse nucléaire.

Héloïse Fayet ajoute au débat la question chinoise, nouvel acteur important de la question nucléaire disposant de « 350 têtes en 2022, 410 en 2023 » et « refusant toute discussion sur la limitation de son armement ». Cette « évolution de l'équilibre nucléaire mondial doit appeler beaucoup d'efforts pour que la dissuasion fonctionne et que l'on évite une Troisième Guerre mondiale nucléaire ».

Nicole Gnesotto précise à son tour que « la dissuasion nucléaire européenne n'existe pas ». L'Union européenne est « désunie sur cette question, entre les pays qui y ont renoncé et comptent sur le parapluie otanien et la France qui ne protège que ses intérêts vitaux ». Interpellée sur les modalités de résolution du conflit russo-ukrainien, l'historienne estime que les scénarios de capitulation et de désarmement de la Russie sont improbables car « on n'enlèvera jamais l'arsenal nucléaire russe de l'extérieur et il est impensable de forcer la Russie à le détruire elle-même ». Si Nicole Gnesotto reconnaît qu'il « n'y pas de débat digne de la démocratie française à ce sujet aujourd'hui », elle assure que « si la Chine et la Russie sont autorisées à garder leur arme atomique, pourquoi la France l'abandonnerait ? ».

## RÉSEAUX SOCIAUX, ARMES DE MOBILISATION MASSIVE ?

Le 29 septembre 2023, 14h-15h30, salle Or



Feurat Alani, Oxana Melnychuk, Julie Clarini et Gildas Leprince

### Un outil potentiellement dangereux mais essentiel

« La même conférence organisée il y a dix ans aurait sûrement été plus optimiste, attachée à montrer que les réseaux sociaux transforment, rendent visibles et donnent de la force aux mouvements » annonce Julie Clarini en introduction, « alors qu'aujourd'hui nous sommes plus mesurés face à ces vecteurs de désinformation et de déstabilisation, qui devaient aider les démocraties naissantes et attaquent finalement les démocraties anciennes ».

MODÉRATRICE :

**Julie Clarini**, Rédactrice en chef du service Idées, L'Obs

INTERVENANTS :

**Gildas Leprince**, YouTuber "Mr Geopolitix"

**Feurat Alani**, reporter et réalisateur

**Oxana Melnychuk**, directrice du centre d'analyse politique et de la communication Unis pour l'Ukraine

**« Ce qui est fondamental, c'est de toujours se demander quel est le niveau de tromperie »**

Gildas Leprince

Oxana Melnychuk commence par rappeler le « rôle crucial des réseaux sociaux au début de la guerre en Ukraine, en attendant que les médias classiques s'adaptent ». Les réseaux sociaux ont permis « au président et au gouvernement, via Twitter, de rassurer et organiser immédiatement 40 millions d'habitants dans l'inconnu ». Depuis, « le président Zelensky s'adresse tous les soirs aux Ukrainiens, en ukrainien et en anglais, il leur parle directement avec son téléphone et ça le rend humain, ce qui participe de notre résilience ». La communicante explique que « le gouvernement a dû se poser très vite la question du canal